



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 15 janvier 2016
(OR. en)

5221/16

COPEN 6
EUROJUST 1
EJN 1

NOTE

Origine:	M. Anders Ahnlid, Ambassadeur, Représentation permanente de la Suède auprès de l'Union européenne
en date du:	17 décembre 2015
Destinataire:	M ^{me} Christine Roger, Directeur général, Conseil de l'Union européenne
Objet:	Décision-cadre 2008/947/JAI du Conseil concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution - Notification faite par la Suède

Madame le Directeur général,

Au nom du gouvernement suédois, je vous transmets par la présente la notification des mesures nationales prises en application de l'article 25, paragraphe 2, de la décision-cadre 2008/947/JAI du 27 novembre 2008.

(formule de politesse)

(s.) Anders Ahnlid

Notification des mesures nationales par lesquelles la Suède s'acquitte des obligations qui lui incombent au sein de l'Union européenne

En application de l'article 25, paragraphe 2, de la décision-cadre 2008/947/JAI du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution, les États membres doivent communiquer au secrétariat général du Conseil et à la Commission le texte¹ des dispositions transposant dans leur droit national les obligations découlant de ladite décision-cadre.

La décision-cadre a été mise en œuvre en Suède par la loi et l'ordonnance sur la reconnaissance et la mise en œuvre des peines non privative de liberté dans l'Union européenne ainsi que par certaines modifications apportées en conséquence à d'autres lois et ordonnances (voir les annexes). La nouvelle loi et la nouvelle ordonnance ainsi que les modifications connexes apportées en conséquence entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2016. À ce jour, la Suède a transposé la décision-cadre.

Les textes législatifs sont communiqués à la Commission au moyen de la base de données d'exécution MNE (mesures nationales d'exécution).

En outre, la Suède transmet par la présente les notifications et déclarations ci-après conformément à la décision-cadre.

Notification en vertu de l'article 3, paragraphe 1

En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la décision-cadre, le secrétariat général du Conseil est informé par la présente de ce qui suit.

La direction suédoise des établissements pénitentiaires et des services de probation est l'autorité compétente conformément à la décision-cadre, lorsque la Suède est l'État d'émission ou l'État d'exécution.

¹ Note du secrétariat: ce texte n'est pas joint au présent document.

Les commissions des libérations conditionnelles et les juridictions ordinaires sont également des autorités compétentes lorsque la Suède est l'État d'émission et que la commission des libérations conditionnelles ou la juridiction prend des décisions ultérieures telles que celles visées à l'article 17. La commission des libérations conditionnelles est également l'autorité compétente lorsque la Suède est l'État d'émission dans les cas où la commission prend des décisions de probation telles que celles visées à l'article 2, paragraphe 5.

Les coordonnées de la direction suédoise des établissements pénitentiaires et des services de probation sont les suivantes:

Kriminalvården
Huvudkontoret
601 80 NORRKÖPING
Suède
Téléphone: + 46 77 228 08 00
Télécopie: + 46 11 496 36 40
Email: hk@kriminalvarden.se

Notification en vertu de l'article 4, paragraphe 2

En application de l'article 4, paragraphe 2, la Suède ne s'engage à surveiller aucune autre peine ou mesure de probation que celles mentionnées à l'article 4, paragraphe 1.

Déclaration au titre de l'article 5, paragraphe 4

Conformément à l'article 5, paragraphe 4, l'autorité suédoise compétente, la direction suédoise des établissements pénitentiaires et des services de probation, peut, dans les cas visés à l'article 5, paragraphe 2, consentir à la transmission de l'exécution d'une peine non privative de liberté à la Suède si la réinsertion sociale de la personne condamnée est facilitée par la transmission à la Suède de l'exécution, et si cette dernière est appropriée.

Déclaration au titre de l'article 14, paragraphe 3

Au titre de l'article 14, paragraphe 3, la Suède, en tant qu'État d'exécution, n'assumera en aucun cas la compétence pour toute décision ultérieure prévue à l'article 14, paragraphe 1, points b) et c).

Déclaration au titre de l'article 21

En vertu de l'article 21 de la décision-cadre, le certificat doit être rédigé ou traduit en suédois.
La Suède accepte également que le certificat soit traduit en danois, norvégien ou anglais.
